



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 7 mars 2013
Numéro 293

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*La Ligue «arabise» la guerre
contre la Syrie*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*La Ligue donne à l'opposition
le siège de la Syrie.*

*Le conflit s'étend vers la force
internationale dans le Golan*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

L'héritage de l'Indien rouge

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Le gouvernement provoque
les Arabes*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*La Ligue arabe prête à donner
le siège de la Syrie à l'opposition*

Al Binaa (quotidien du PSNS, 8-Mars)

*Le 14-Mars s'aligne sur le CCG et
lance une campagne orchestrée
contre le ministre Mansour*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Les Arabes décident d'armer
l'opposition syrienne*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*La Ligue arabe décide de donner
le siège de la Syrie à la «Coalition
nationale»*

L'événement

Les pays du Golfe accentuent leurs pressions sur le Liban

Les pétromonarchies du Golfe semblent avoir lancé une offensive politique, diplomatique et militaire contre la Syrie mais aussi contre le Liban.

En effet, une série d'indices montrent que ces pays ont décidé de durcir le ton et les actes dans le but d'améliorer leur position en prévision d'une solution négociée à la crise syrienne.

L'escalade a atteint son apogée à la Ligue arabe, qui a laissé le choix à ses membres d'armer ou non l'opposition syrienne. Seuls l'Algérie, l'Irak et le Liban ont exprimé leurs réserves. Le Qatar a aussi essayé de donner à la Coalition nationale syrienne le siège de la Syrie à la Ligue, mais visiblement les conditions ne sont pas encore réunies pour une telle décision qui constitue une violation sans précédent de la Charte de la Ligue arabe.

Cette offensive politique et diplomatique a coïncidé avec la tournée dans la région du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, qui a appelé de Doha les alliés du régime syrien à «convaincre le président Bachar al-Assad à dialoguer avec l'opposition». La déclaration de M. Kerry est d'autant plus bizarre que Damas s'est dit disposé à dialoguer même «avec ceux qui portent les armes», comme l'a dit Walid Moallem le 25 février à Moscou. Alors que de son côté, l'opposition réclame le départ préalable d'Assad avant d'accepter de s'asseoir à la table des négociations avec des représentants du régime. S'agit-il d'une répartition des rôles ou des divergences entre les Etats-Unis et leurs alliés?

Les Etats du Golfe ont aussi accentué leurs pressions sur le Liban. Le signal a été donné avec les réactions démesurées de capitales du Golfe aux propos du général Michel Aoun sur la situation à Bahreïn, la semaine dernière. Une délégation du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a soulevé cette affaire lors d'une rencontre cette semaine avec le président Michel Sleiman. Au passage, la délégation du CCG a mis en garde le Liban contre le non-respect de la politique de dissociation par certaines parties, en allusion au Hezbollah. Alors que les amis du Golfe au Liban sont impliqués à tous les niveaux dans la crise syrienne, et cela depuis le début des troubles.

Par ailleurs, et selon le quotidien Al Akhbar, les Emirats arabes unis ont recommandé à leurs ressortissants de ne pas se rendre au Liban et demandent à ceux qui souhaitent s'y rendre de remplir un formulaire assurant qu'ils le font à leur entière responsabilité.

Pour sa part, la chaîne de télévision panarabe Al-Mayadeen rapporte que des investisseurs saoudiens ont retiré des banques libanaises près d'un milliard de dollars après la dernière réunion du Conseil de coopération du Golfe.

Elnashra.com (Site libanais indépendant)

Le secrétaire général de l'Organisation populaire nassérienne (OPN), l'ancien député Oussama Saad, a affirmé que le discours provocateur et exacerbant les tensions sectaires, pratiqué par l'imam de la mosquée Bilal ben Rabah, cheikh Ahmad al-Assir, n'est pas isolé des discours similaires qui ont lieu dans d'autres régions libanaises. Ce phénomène jouit d'un parrainage politique de la part du Courant du futur et du 14-Mars et du soutien d'autorités officielles et de services de sécurité. M. Saad ajoute que «le mouvement de cheikh al-Assir et les phénomènes similaires sont contrôlés par des Etats du Golfe qui les financent. Il s'agit de pays pro-américains, a-t-il dit avant d'ajouter: «Les Etats-Unis mettent en œuvre la théorie du chaos constructif et tentent de provoquer une discorde entre sunnites et chiïtes pour répandre le désordre et les guerres civiles dans la région, dans le cadre de sa guerre contre le mouvement de résistance (anti-israélien). L'objectif des Américains est d'affaiblir les Arabes d'une part, et de tranquilliser Israël, de l'autre.»

Selon le chef de l'OPN, «l'écrasante majorité des habitants de Saïda ne sont pas contents de ces discours et de ces agissements». «Je suis tout à fait confiant que cette majorité réussira à empêcher ce groupe déviant d'aller trop loin et de provoquer une fitna. Nous sommes disposés à consentir tous les sacrifices nécessaires pour cela», a-t-il dit. M. Saad a appelé les forces de l'ordre à arrêter les repris de justice membres de ces groupes «qui se déplacent librement sous le regard des services de sécurité.» «Les événements des derniers jours ont prouvé que l'Armée libanaise est capable de faire face aux agissements déviants de ces groupes lorsque la décision politique est prise. Le problème réside dans le fait qu'il n'y a pas de décision ferme de la part du pouvoir», a conclu l'ancien député de Saïda.

Al Joumhouria

Tarek Tarchichi, journaliste libanais indépendant

Tant que les projets de loi électorale en gestation, ou qui pourraient être proposés à l'avenir, ne s'inspirent pas du projet du président de la Chambre Nabih Berry, il ne sera pas possible de s'entendre sur un texte consensuel et, par conséquent, la prorogation du mandat du Parlement sera inévitable. M. Berry avait proposé la parité au niveau des modes de scrutin majoritaire et proportionnel.

A la lumière des derniers développements, des observateurs décrivent la situation interne comme suit:

1-Le 8-Mars, qui dirige la majorité gouvernementale -en dépit de toutes les failles- n'a pas d'inconvénients, s'il est impossible de s'entendre sur une loi électorale lui assurant la victoire aux législatives, à proroger le mandat du Parlement, qui sera suivi forcément par le maintien du gouvernement en place. Aussi, bien qu'il tienne certains leviers du pouvoir, le 8-Mars n'est pas disposé à mener une bataille pour faire adopter la loi qu'il souhaite, au risque de provoquer un embrasement dans le pays. Cette coalition n'est pas gênée du maintien du statu quo en attendant le dénouement de la crise syrienne, surtout que les démarches diplomatiques pour trouver une solution à cette guerre, basée sur le dialogue entre le régime et les rebelles, avancent lentement.

2-Le 14-Mars se bat pour faire passer une loi qui lui permettrait de récupérer la majorité parlementaire dont il disposait jusqu'en 2011, lorsque certaines de ses composantes ont changé leurs orientations politiques, faisant tomber le gouvernement de Saad Hariri. Cette coalition souhaiterait revenir la loi de 1960. Mais elle n'a pas d'inconvénients, elle non plus, à ce que le mandat du Parlement soit prorogé, car elle pense que dans un avenir pas très lointain, elle pourra récupérer ce qu'elle appelle «la majorité spoliée», en attirant de nouveau dans ses rangs Walid Joumblatt.

En conclusion, aussi bien le 8 que le 14-Mars sont favorables, pour des raisons différentes, à la prorogation du mandat de la Chambre. Le problème c'est qu'au lieu d'être une occasion pour s'entendre sur une nouvelle loi proche de celle de M. Berry, la prorogation prolongera la crise. Ce qui signifie que la situation politique et sécuritaire restera fragile.

ILS ONT DIT...

Adnane Mansour, ministre libanais des Affaires étrangères

«Où est la bizarrerie dans le fait de proposer aux ministres arabe de réintégrer la Syrie à la Ligue? Où est le problème? Je n'estime pas qu'il s'agisse là d'une violation de la politique de dissociation. Ceux qui me critiquent savent-ils le danger de ce qui se prépare dans les méandres de la Ligue? Un groupe de ministres prépare un projet d'armement de l'opposition syrienne, ce qui constitue une violation de la charte de la Ligue. Mes détracteurs sont-ils conscients des conséquences d'une telle décision si elle venait à être adoptée? Quelle force serait alors capable de séparer les belligérants si des affrontements éclataient parmi le million de réfugiés syriens? Mon appel à réintégrer la Syrie au sein de la Ligue vise à éviter au Liban les répercussions négatives de la crise syrienne sur notre pays.

Jamal Jarrah, député du Courant du futur

«La position du ministre

Mansour n'engage ni l'opinion du gouvernement libanais ni celle du président de la République. Il agit sous les ordres de l'axe irano-syrien. Il est en réalité le ministre des Affaires étrangères du régime syrien et non pas du Liban. Ses positions sont en contradiction avec la politique de distanciation adoptée par le gouvernement. Le président de la République et le Premier ministre doivent prendre des mesures sévères contre M. Mansour car sa politique est destructive et nuit aux relations arabo-libanaises.

Michel Moussa, député du Bloc Berry

«La prise de position de M.

Mansour montrait que l'intérêt du Liban réside dans un dialogue inter-syrien qui mettrait fin à la crise.

Le mouvement social ne faiblit pas au Liban

Les fonctionnaires du secteur public et les enseignants des écoles officielles se sont rassemblés jeudi devant le siège de la direction des adjudications, rue de Verdun, à Beyrouth, au dix-septième jour de la grève ouverte lancée par le Comité de coordination syndicale (CCS). Le CCS réclame le transfert au Parlement de la grille des salaires des fonctionnaires et des enseignants. Le président du CCS, Hanna Gharib, a accusé le gouvernement de «vouloir financer la grille des salaires aux dépens des retraités».

La Russie critique le rapt de Casques bleus en Syrie

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, a écrit sur son compte Twitter que l'enlèvement d'observateurs onusiens sur le plateau du Golan par des insurgés syriens constitue le «comble du cynisme».

«Personne n'a jamais soutenu ce genre d'actes. Il est évident que les commandos ne reculent devant aucune méthode», a-t-il écrit.

Mercredi, une vidéo montrant des hommes armés se réclament de la brigade des «Martyrs de Yarmouk» affirment qu'ils ne relâcheront les 21 observateurs onusiens que si les troupes gouvernementales syriennes se retirent du village de Jamla qui se trouve près du Golan occupé. Le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu Vitali Tchourkine a pour sa part fait savoir que des négociations avec les ravisseurs étaient en cours et a espéré une prompte libération des membres de la mission de maintien de la paix pris en otages.

Al Hayat

Mohammad Choucair, journaliste libanais proche du 14-Mars

Des sources ministérielles rapportent que le président de la République, Michel Sleiman, est déterminé à soumettre au gouvernement, le 21 mars prochain, l'avis du comité juridique du ministère de la Justice au sujet de la Commission de supervision des élections législatives (dont le 8-Mars et le Courant patriotique libre entravent la formation, ndlr). S'il n'y parvient pas, il envisage de suspendre les réunions du Conseil des ministres au palais de Baabda, voire il pourrait demander aux ministres qui lui sont proches de ne plus assister aux réunions du cabinet tenues au Grand Sérail sous la présidence du Premier ministre Najib Mikati, selon un ministre. Ces mêmes sources ajoutent que les demandes de certains ministres du 8-Mars de transférer la grille des salaires au Parlement s'inscrivent dans le cadre des pressions exercées sur Sleiman et Mikati pour des raisons dépassant les considérations syndicales et visant à exprimer leur désapprobation après la signature du décret de convocation du collège électoral pour le 9 juin. «Ces pressions sont directement liées à l'ambiance qui a caractérisé la réunion du Conseil des ministres, lundi dernier, au cours de laquelle les ministres du 8-Mars et du CPL se sont répartis les rôles pour empêcher la tenue des élections sur la base de la loi de 1960», expliquent les sources précitées, qui s'interrogent si «le général Aoun se prépare à appeler ses partisans à descendre dans la rue pour protester contre le fait que le projet orthodoxe n'ait pas encore été voté, et pour embarrasser les Forces libanaises et les Kataëb».

Al Watan (Quotidien syrien non étatique)

De nombreux corps de terroristes gisent sur les bords des routes après avoir été visés par l'armée de l'air syrienne dans la ville de Raqa. Plusieurs quartiers de la ville sont tombés aux mains des terroristes, mais pas la ville en entier, des combats se poursuivent dans plusieurs quartiers. Un grand nombre de terroristes membres du Front d'Al-Nosra sont désormais implantés dans la ville où ils ont installé des barrages. Des petits camions en provenance mardi de la frontière turque transportaient des munitions et armes à portée moyenne.

Ria Novosti (Agence de presse russe)

Fedor Loukianov, rédacteur en chef de la revue Russia in Global Affairs

Le nouveau Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie décrit clairement la manière dont le gouvernement russe voit le monde qui l'entoure. C'est la première fois que la Guerre froide n'est pas mentionnée dans un document de ce genre et de ce niveau. Jusqu'à maintenant, on évoquait toujours le dépassement des vestiges de cette époque, notamment pour justifier les problèmes du présent par l'héritage du passé.

Le nouveau Concept mentionne donc la «réduction du risque de grande guerre, y compris nucléaire». La reconnaissance du fait que les risques et les dangers d'aujourd'hui sont très différents de ceux qui ont déterminé la mentalité russe pendant des siècles (présence de risques extérieurs clairs et concrets) est remarquable. Elle signifie la nécessité d'adopter une autre approche, non seulement de l'organisation de la défense mais aussi de la construction de relations avec d'autres pays. Le document indique que «dans les conditions de turbulence mondiale et d'interdépendance croissante des Etats et des peuples, les tentatives de construire des «oasis de paix et de sécurité» n'ont plus de perspectives. La seule assurance contre des troubles éventuelles est le respect du principe universel d'une sécurité équitable et indivisible dans l'espace euro-atlantique, eurasiatique et en Asie-Pacifique». L'époque du pragmatisme pur prend fin pour céder la place à la recherche d'une base idéologique et axiologique.